

**N° 173 / 2020**  
**du 17.12.2020**  
**Numéro CAS-2020-00140 du registre**

**Requête tendant au relevé de la déchéance résultant de l'expiration d'un délai imparti pour agir en justice**

**Audience publique de la Cour de cassation du Grand-Duché de Luxembourg du jeudi, dix-sept décembre deux mille vingt.**

**Composition:**

Jean-Claude WIWINIUS, président de la Cour,  
Eliane EICHER, conseiller à la Cour de cassation,  
Michel REIFFERS, conseiller à la Cour de cassation,  
Roger LINDEN, conseiller à la Cour de cassation,  
Lotty PRUSSEN, conseiller à la Cour de cassation,  
Sandra KERSCH, avocat général,  
Viviane PROBST, greffier à la Cour.

**E n t r e :**

**X**, demeurant à (...),

**requérante,**

**comparant par Maître Deidre DU BOIS**, avocat à la Cour, en l'étude de laquelle domicile est élu,

**e t :**

**Y**, demeurant à (...),

**défendeur,**

**comparant par Maître Nathalie BARTHELEMY**, avocat à la Cour, en l'étude de laquelle domicile est élu.

---

Ouï en chambre du conseil Maître Tom KRIEPS, en remplacement de Maître Deidre DU BOIS, et l'avocat général Isabelle JUNG, Maître Nathalie BARTHELEMY ayant donné son accord à la prise en délibéré de l'affaire hors sa présence ;

Vu la requête en relevé de déchéance déposée au greffe de la Cour le 28 octobre 2020 par Maître Deidre DU BOIS pour X, annexée à la présente décision ;

Vu les conclusions adressées au greffe de la Cour le 23 novembre 2020 par Maître Nathalie BARTHELEMY pour Y.

La requérante, exposant que la Cour d'appel a rendu le 18 décembre 2019 un arrêt qui a fait l'objet d'un pourvoi en cassation dont elle a pris connaissance par une information de la Cour de cassation, demande à voir constater que la signification du pourvoi en cassation prévue par l'article 15 de la loi modifiée du 18 février 1885 n'a jamais été faite et à être relevée de la déchéance de répondre par un mémoire au recours en cassation formé contre le susdit arrêt.

Le défendeur Y se rapporte à prudence de la Cour en ce qui concerne la recevabilité de la requête en la forme et, au fond, demande qu'il soit statué ce qu'en droit il appartiendra.

L'article 1<sup>er</sup> de la loi du 22 décembre 1986 relative au relevé de déchéance résultant de l'expiration d'un délai imparti pour agir en justice dispose :

*« Si une personne n'a pas agi en justice dans le délai imparti, elle peut, en toutes matières, être relevée de la forclusion résultant de l'expiration du délai si, sans qu'il y ait eu faute de sa part, elle n'a pas eu, en temps utile, connaissance de l'acte qui a fait courir le délai ou si elle s'est trouvée dans l'impossibilité d'agir. ».*

Il résulte des pièces soumises à la Cour, que par un acte du 10 juin 2020 l'huissier de justice a certifié avoir, à la requête de Y, signifié à X à (...), un mémoire en cassation contre un arrêt de la Cour d'appel du 18 décembre 2019, en indiquant que la signification a été faite à domicile après vérification de l'exactitude de l'adresse sur la boîte aux lettres et auprès du registre national des personnes physiques. Il a indiqué, en outre, que le prénom de la partie signifiée figure sur la sonnette.

Cette signification est régulière pour avoir été faite au domicile de la requérante conformément aux dispositions de l'article 8 du règlement grand-ducal du 18 mars 2020 portant introduction d'une série de mesures dans le cadre de la lutte contre le Covid-19.

La requérante reste en défaut de justifier qu'elle n'a pas eu, en temps utile, connaissance de l'acte qui a fait courir le délai pour répondre au mémoire en cassation.

Il en suit que la demande n'est pas fondée.

**PAR CES MOTIFS,**

**la Cour de cassation :**

rejette la demande et condamne la requérante aux frais de l'instance.

La lecture du présent arrêt a été faite en la susdite audience publique par le président Jean-Claude WIWINIUS, en présence de l'avocat général Sandra KERSCH et du greffier Viviane PROBST.